



Un lycée plus juste et plus efficace ?

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, SYLVIE CORDESSE MAROT, PRÉSIDENTE

De quoi souffre l'école en France ? Certainement pas du manque de bons élèves comme on l'entend souvent dire, mais plutôt d'une incapacité à former les élèves les plus en difficulté : 40 % de ceux qui ont 18 ans aujourd'hui n'ont pas atteint le niveau bac. De plus, d'après les évaluations PISA, les résultats des jeunes ont baissé à tous les niveaux entre 2003 et 2006, la baisse étant plus importante pour les élèves des niveaux de formation les plus bas. En effet, la France est le pays du grand écart : son école est l'une des meilleures du monde pour une petite moitié des élèves et une des plus mauvaises pour l'autre moitié.

Pourtant, nous souhaitons tous que le système scolaire soit plus juste et plus efficace. Une école est démocratique quand elle parvient à corriger les disparités initiales. Elle est performante quand elle permet au plus grand nombre d'élèves d'assimiler les connaissances enseignées et de les mobiliser à bon escient dans la vie.

Actuellement notre système éducatif se proclame égalitaire. Il est pourtant inégalitaire dans les faits car la société dans laquelle il fonctionne est très hiérarchisée. La France se berce d'illusions sur ses résultats. Elle se croit plus juste et plus égalitaire que beaucoup d'autres et en fait, c'est le contraire.

Par exemple, en France, 40% des élèves de 15 ans sont en retard ce qui est un record mondial (alors que la majorité des pays sont en dessous de 5%). Les élèves sans retard (les 60% restant de cette population) obtiennent en maths un score supérieur à celui des pays les mieux classés (Finlande, Corée du Sud, Pays bas, etc.) Inversement, ceux qui ont plus d'un an de retard font moins bien que la Grèce et la Turquie et ne dépassent que le Mexique.

Ce n'est pas étonnant : nous avons intégré de façon inconsciente, les valeurs de ce qu'on appelle « l'élitisme républicain » : la priorité des acteurs et des structures du système scolaire n'est pas de faire réussir la masse des élèves, mais de former le mieux possible les meilleurs. Ceux qu'on considère comme les plus méritants. Donc, l'élévation du plafond va de pair avec une restriction de la qualité de l'enseignement dispensé aux autres. Ce modèle date de Jules Ferry qui a permis au XIX^e siècle d'ouvrir l'école gratuite, obligatoire et laïque aux classes laborieuses. Les structures économiques de la production industrielle exigeaient que la population

soit instruite et surtout qu'une élite soit sélectionnée. (Ce fonctionnement n'est plus adapté aux exigences économiques et sociales contemporaines. Il ne faut plus s'en tenir à l'égalité «tour-de-piste» qui abandonne les plus faibles à leur (triste) sort⁴.)

D'ailleurs les analyses de l'Union européenne sont claires. C'est le « capital humain » qui va assurer la poursuite de la croissance. Dans cette perspective, il faut donc augmenter à 80% le pourcentage de jeunes ayant terminé avec succès l'enseignement secondaire pour renforcer la compétitivité et le dynamisme de l'Europe. Pour 2010, tous les États membres devraient au moins réduire de moitié le taux de jeunes quittant prématurément l'école comparé au niveau de celui de l'année 2000⁵.

Le système scolaire doit changer. Pour autant, faut-il renoncer à la formation de l'élite pour élever le niveau du plus grand nombre ?

Contrairement au postulat généralement admis selon lequel la massification de l'école fait baisser le niveau et nuit à tous, les enquêtes PISA montrent que la réduction des écarts entre le haut et le bas n'est pas seulement un facteur de réussite moyenne mais aussi d'amélioration des performances de la tête. La voie la plus sûre pour dégager des élites nombreuses et performantes consiste donc à faire porter l'essentiel des efforts sur l'école de masse⁶. Là où il y a peu de mauvais, il y a beaucoup de bons et de très bons. Les systèmes scolaires qui atténuent les inégalités possèdent une efficacité globale plus forte, y compris pour la constitution d'une élite.

Par exemple, la Corée du Sud ou la Finlande ont réduit à presque rien l'échec scolaire tout en formant des élites plus étoffées que celles qui sortent des systèmes européens (surtout français) et américain.

Quelles sont donc les structures qui favorisent la réussite du plus grand nombre ? Faut-il un enseignement en groupes homogènes ou faut-il favoriser les filières ?

Les comparaisons entre les pays de l'OCDE ne laissent pas de doute⁷. Plus les élèves travaillent dans des groupes hétérogènes plus l'échec scolaire recule. De même l'allongement du tronc commun d'enseignement et la répartition plus tardive des élèves en différentes filières favorisent globalement la réussite.

1. Le programme PISA (acronyme pour Programme international pour le suivi des acquis des élèves) est un ensemble d'études de l'OCDE visant à mesurer les performances des systèmes éducatifs des pays membres. Leur publication est triennale depuis 2000.
2. D'après les évaluations PISA commentée dans une note d'information du MEN du 8 janvier 2008 à consulter sur le site : <http://educ-eval.education.fr/pdf/ni2008/ni0808.pdf>.
3. Voir les articles de Claude Billard « Histoire des représentations du métier d'enseignant » *Cahiers d'économie et gestion* n°90 et 91 consultables sur apceg.info
4. Selon la métaphore développée par Alain Renaut dans *Egalité et discriminations La discrimination positive est-elle soluble dans l'élitisme républicain ?* Ed. Seuil 2007.
5. Voir la communication de la Commission, du 20 novembre 2002, sur les critères de référence européens pour l'éducation et la formation : suivi du Conseil européen de Lisbonne « Pour 2010, les États membres devraient veiller à ce que le pourcentage moyen de personnes âgées de 25 à 64 ans ayant au moins un niveau d'études secondaires supérieures atteigne 80 % ou plus. »
6. Cette argumentation est longuement développée dans Christian Baudelot et Roger Establet dans *L'élitisme républicain L'école française à l'épreuve des comparaisons internationales* Editions Seuil mars 2009. Les exemples présentés sur fond grisé sont également tirés de cet ouvrage.
7. Ibidem.

Par exemple, depuis que la Pologne a allongé son tronc commun d'un an, les plus faibles font mieux et ils sont moins nombreux.

Toutes ces analyses nous questionnent fortement en cette période où nous élaborons des propositions sur la réforme du lycée. En effet, si les orientations trop précoces sont sources d'inefficacité et d'injustice sociale, faut-il supprimer les différentes filières au lycée ⁸ ?

La réponse n'est pas simple.

Dans les contributions que les collègues nous ont envoyées à ce sujet ⁹, la section STG apparaît comme un rouage essentiel dans la lutte contre l'échec scolaire. De nombreux élèves en grande difficulté ¹⁰ en 2nde, découvrent en 1^{re} STG des champs de réussite. Ils reprennent goût aux études, ils reconstruisent leur confiance en eux. Ils ont la perspective de bien réussir en BTS ce qui les motive pour se remettre à apprendre.

Si l'expérience des professeurs d'économie gestion contredit les conclusions des prestigieuses enquêtes internationales, est-ce parce qu'ils manquent de clairvoyance ? Plusieurs arguments contredisent cette hypothèse :

- Dans « *L'élitisme républicain* », Baudelot et Establet montrent que les difficultés d'une école sont toujours multifactorielles. Ceci appelle un ensemble de solutions et pas une mesure isolée.
- Ce qui réussit dans le contexte polonais ou finlandais ou en Corée du Sud n'est pas forcément transposables en France.
- Les pratiques et attentes pédagogiques sont aussi déterminantes. La rubrique « votre avis » dans les pages qui suivent pose de vraies questions sur les pratiques individuelles ou collectives des professeurs et sur l'effet Pygmalion.

Les résultats des enquêtes PISA méritent d'être lues et questionnées. Pourtant, on voit bien qu'il n'y a pas de recette miracle pour résoudre le problème de l'échec scolaire. Pour rompre enfin avec « l'élitisme républicain », le système doit être repensé de la maternelle à l'Université. Toute réforme doit être conçue et mise en place avec les professeurs, les élèves, les parents et pas par quelques décideurs. Pour cette raison, nous avons insisté pour être reçus par l'équipe de Richard Descoings dans le cadre de sa consultation sur la réforme des lycées. Michel Savattier en propose un compte rendu dans cette revue. A l'heure où ces *Cahiers d'économie gestion* sont mis sous presse, nous attendons leurs propositions. Nous avons été écoutés, serons-nous entendus ?



Une commission parlementaire vient de rendre ses conclusions ¹¹. On ne sait pas encore si les propositions de ce rapport vont influencer la réforme des lycées. Nous nous contenterons donc d'en commenter trois dans le tableau du bas de cette page.

Certaines sont intéressantes mais tout ce qui organise la réduction des moyens est inacceptable. Cherche-t-on à améliorer le lycée ou à faire des économies ?

13.500 postes seront supprimés à la rentrée 2009 dans l'Éducation Nationale dont 5500 emplois dans les établissements du second degré public. Comment créer les conditions d'une amélioration du second degré si on lui enlève ses moyens humains ?

Les heures de classe ne se réduisent pas à des cours, parfois lassants : les professeurs peuvent aussi intervenir auprès de petits groupes de travail pour pratiquer du soutien ou aider aux devoirs. Dans cette période où nous terminons la préparation des examens, nous sentons bien comme les élèves sont demandeurs de soutiens personnalisés pour améliorer leurs dossiers d'épreuve pratique, renforcer l'apprentissage de calculs, etc. N'est-ce pas une façon d'améliorer les résultats ?

La préoccupation de former au plus haut niveau possible une masse d'élèves oblige à se poser les problèmes aussi du contenu et du mode de transmission de cette formation. Dans les articles présentés dans cette revue, Christian Bialès en apportant un éclairage historique sur l'enseignement technique, pose une question de fond. Elle rejoint celle de Sébastien Kulemann qui analyse son expérience actuelle des nouveaux programmes de BTS commerce international en demandant : faut-il initier les jeunes à une culture technologique pour qu'ils comprennent le monde, ou leur donner un simple enseignement technique permettant de s'adapter à l'entreprise ? Corinne Najim fait écho à Philippe Meirieu pour analyser une situation de crise des rapports profs élèves d'après le film « la journée de la jupe ».

Les sociologues montrent que plus on forme massivement les jeunes, plus le niveau et le nombre de l'élite s'élève. Appuyons-nous sur cette analyse pour travailler les contradictions et continuer à penser des propositions. L'APCEG doit jouer un rôle pour animer le débat parmi les collègues, pour contribuer à construire un lycée juste et performant. Nous comptons sur vous tous pour exprimer vos attentes.

CONCLUSIONS DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE APPARU	NOS ANALYSES
Une réelle seconde générale et technologique indifférenciée, une 1 ^{re} générale et une technologique. La spécialisation ne se ferait qu'en terminale.	Repousser la spécialisation va dans le sens des préconisations des auteurs de PISA. Mais la filière technologique est maintenue ce qui est positif pour la lutte contre l'échec scolaire.
Un module « sciences économiques » et un autre de « découverte de la technologie » seraient obligatoires en 2 nd e.	Les professeurs d'économie gestion ont vocation à enseigner dans ces deux options. Ils peuvent ainsi contribuer à valoriser l'image des sections technologiques.
Les horaires des élèves seraient réduits à 30 heures (au lieu de 35 ou 38)	Comment aider les élèves en difficulté s'ils sont moins encadrés ?

8. Dans sa conférence aux journées pédagogiques de l'APCEG à Montpellier, Christian Bialès montrait bien que cette question se posait déjà dans les années 50. Son article intitulé « l'évolution des enseignements d'économie gestion » publié dans les pages mêmes de cette revue, en témoigne.

9. On peut consulter ces contributions sur notre site apceg.info. Nos lecteurs sont également invités à y témoigner.

10. Ces élèves sont aussi en souffrance psychologique dans ce système parce qu'ils se sentent dévalorisés et humiliés par leurs difficultés.

11. Le rapporteur de cette commission est le député Benoît Apparu.